L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 14 NOVEMBRE 1879. 53me Année

DUFOUR & LIBBY,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,
VENDREDI, 14 NOVEMBRE 1879.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

[illegible], dans leurs salles d'encan, [illegible] prolongation.

Par [illegible], au coin des rues Bienville et Passage de la Bourse, un lot de magnifiques meubles ; aussi un cheval et une voiture.

Par A. & L. Levy, au No 188 rue Royale, entre Ste-Anne et Dumaine, le stock du dit magasin.

L'Adresse du Parti anti-ring.

La première partie de l'adresse du parti anti-ring, relativement à l'administration municipale, est excellente et conforme aux idées que nous avons toujours soutenues. Mais nous regrettons de ne pouvoir approuver la seconde partie à partir du Particle 2.

L'adresse entend obliger les candidats à la législature à proposer et à soutenir l'adoption d'une loi "interdisant aux équipages des navires (spécialement des navires étrangers) de charger ou de décharger les navires, ce qui prive ainsi une classe nombreuse et intéressante de travailleurs des moyens de gagner leur subsistance et celle de leurs familles."

Imposer aux candidats une pareille condition, c'est écarter à l'avance un grand nombre de citoyens honnêtes et capables, qui ne sauraient consciencieusement l'accepter. Les membres de la Convention anti-ring ont-ils réfléchi qu'ils limitaient ainsi le choix de leurs candidats à la législature à ceux qui seraient disposés à appuyer une mesure exceptionnelle dans l'intérêt exclusif d'une catégorie de travailleurs, au détriment des plus sérieux intérêts du commerce et de la navigation qui sont, en réalité, les intérêts de toute la communauté.

Une loi semblable à celle que demande la Convention, a été votée il y a deux ans par la législature, et ceux qui l'ont votée n'figureraient pas qu'elle serait immanquablement déclarée inconstitutionnelle par les Cours, ce qui a eu lieu. Il ne servirait à rien d'en voter une nouvelle; elle aurait le même sort. Si on veut avoir des candidats respectables pour la législature, il ne faut pas les obliger à se mettre dans une fausse position et à prendre un engagement qui serait un leurre. Ce serait exiger d'eux le sacrifice de leur dignité et de leur conscience.

La loi proposée ne violerait pas seulement la Constitution des Etats-Unis, elle méconnaîtrait tous les principes de la nouvelle Constitution. Il est illogique de demander à une législature qui sera chargée d'appliquer une constitution abolissant tous les monopoles et tous les privilèges, d'établir un monopole et un privilège exclusif pour une certaine classe de travailleurs. Que la situation de ces travailleurs soit intéressante, nous ne le mettons pas en doute, mais il n'ont pas plus le droit de demander qu'on interdise aux équipages de travailler, que les armateurs et les capitaines n'ont le droit de demander qu'on interdise à d'autres qu'aux hommes d'équipage de charger et de décharger les navires.

Le travail est une marchandise et nul n'a le droit d'en obtenir le monopole. La liberté du travail est le bien le plus précieux des travailleurs ; c'est la base fondamentale de toute société régie par des principes démocratiques ou même libéraux. C'est l'arche sainte à laquelle il doit être défendu de toucher, sous peine des conséquences les plus graves.

Si les arrimeurs obtenaient la loi qu'ils demandent, les travailleurs des campagnes seraient tout aussi fondés à réclamer une loi pour interdire aux hommes de la ville de venir leur faire concurrence à l'époque des moissons ou de la roulaison. La même prétention pourrait être soulevée par les ouvriers de toutes les professions. Nous retournerions ainsi au vieux système des corporations et des métiers qui, dans les siècles derniers, a si longtemps entravé la marche du progrès. Les conséquences d'un pareil système sont connues ; le résultat est invariablement d'élever le prix de tous les articles de consommation, de sorte que l'ouvrier perd d'un côté plus qu'il ne gagne de l'autre.

Ajoutons que si l'esprit qui fait proposer cette loi, devait présider à toute notre législation, les fabricants de chaussures, de vêtements, etc., de la Nouvelle-Orléans demanderaient qu'on les protégeât contre la concurrence des articles similaires du Nord ou de l'étranger, car ils pourraient invoquer des raisons tout aussi valables. Logiquement, la proposition conduirait à une situation absurde qui serait la ruine de la Nouvelle-Orléans, si la Constitution des Etats-Unis ne s'opposait formellement à ce que les Législatures d'Etat fassent des lois réglant le commerce avec les autres Etats ou l'étranger.

Nous avons dit que la proposition est contraire à l'intérêt général du port, qui est d'attirer le plus de navires possible par l'abaissement de toutes les charges qui pèsent sur la navigation. Accorder un monopole exclusif à une corporation pour le chargement et le déchargement des navires, ce serait soumettre les armateurs et les capitaines aux exigences de cette corporation, ce qui ne tendrait à rien moins qu'à mettre le port de la Nouvelle-Orléans en interdit. Ce serait la quarantaine du travail après la quarantaine du bureau de santé. Nous demandons l'abolition de cette dernière ; mais ce n'est pas pour qu'on en établisse une autre.

La navigation maritime de notre port peut quadrupler en peu de temps et fournir du travail à tout le monde, mais à la condition que les navires trouvent ici toutes les facilités et surtout toute la liberté désirable. La distinction faite contre les navires étrangers est impolitique. On nous dit qu'elle est motivée sur ce fait que dans certains ports étrangers il est interdit aux matelots des navires américains de travailler au chargement et au déchargement, mais on néglige d'ajouter que dans ces ports il y a des tarifs fixés par les autorités et auxquels les arrimeurs locaux sont astreints à se soumettre. Nous sommes ici dans un pays libre. Les arrimeurs peuvent demander quatre dollars pour un travail qui ne vaut peut-être quatre francs au Havre ou à Hambourg, mais ce droit qu'ils ont de fixer le prix de leur travail appartient à tous ; il a pour correctif la libre concurrence. Nous persistons donc à penser que les candidats à la Législature ne doivent pas accepter la condition que l'adresse leur impose de voter une loi d'exception et de privilège.

La demande de l'abolition des licences sur les artisans et le petit commerce n'est qu'un expédient pour gagner des votes et nous regrettons de la voir figurer dans l'adresse. La Convention a adopté notre suggestion relative à la gradation des licences et c'est là la vraie manière de proportionner les charges aux contribuables.

Une loi relative aux élections primaires est une impossibilité, car ces élections sont des affaires conventionnelles de parti, et la loi n'a rien à y faire à moins de l'organisation des partis, elle ne peut donner un caractère légal à leurs opérations.

Il y a beaucoup à dire sur les abus [illegible] dans leur travail des comités [illegible] sont nécessaires, mais nous ne sommes pas d'avis qu'il faille interdire absolument [illegible] parce que ce travail profite à l'Etat et que à des entrepreneurs ou à des corporations, de façon à alléger la charge des dépenses qui pèsent sur les contribuables.

En résumé, nous dirons que la Convention anti-ring eût beaucoup mieux fait de borner son programme aux deux premières articles que de se lancer dans des questions qui ne pourront accepter la plupart de ceux que nous aimerions désirer voir choisir pour la législature.

Le chemin de fer de la rue de [illegible]

Nous ne partageons nullement les opinions de ceux qui croient qu'un chemin de fer dans la rue de Chartres, puisse nuire aux propriétés qui en sont voisines. Nous pensons, au contraire, que si [illegible] de Chartres avait eu un chemin de fer il y a quinze ans, elle n'aurait pas subi la décadence qui l'a frappée depuis cette époque. Le chemin de fer de la rue Royale, où on n'a pas défoncé celui de velours très usé, mais, néanmoins, il a fait du bien au quartier, cela est incontestable.

Ceci dit en thèse générale, nous sommes, cependant, d'avis, que dans l'état actuel des [illegible] qui sillonnent déjà les avenues du second district, nous ne voyons aucune nécessité à l'établissement d'une nouvelle ligne. Les lignes déjà existantes suffisent amplement à tous les besoins entre le point désigné dans le projet et la rue du Canal. En principe, l'administration municipale ne doit pas admettre deux lignes concurrentes dans la même rue, à moins de nécessité bien démontrée. Or, la rue Decatur a déjà une ligne avec double voie et rien ne nous paraît justifier une nouvelle concession dans cette rue.

Nous pensons donc que le conseil fera sagement de rejeter la proposition jusqu'à nouvel ordre, car il s'écoulera encore longtemps avant que les voies actuelles de communications soient insuffisantes pour le mouvement des voyageurs. La somme que pourrait rapporter à la ville la concession sollicitée, ne constitue qu'une considération tout à fait secondaire ; la raison déterminante devant être les besoins du public, or il est évident que le besoin d'une nouvelle ligne ne se fait nullement sentir.

Campagne électorale.—Le juge Théard haranguera les citoyens de St-Bernard, à l'ancienne maison de cour, vendredi prochain, le 21, en anglais ; et le lendemain samedi, 22, il prononcera un discours en français à la Pointe à la Hache, paroisse Plaquemines. A son retour en ville, il ira rejoindre le gouverneur Wiltz, à la Nouvelle Ibérie, et parlera aux différentes stations des Attakapas et du Bayou Lafourche, aux jours indiqués dans le programme du Comité Central Démocratique.

Nous apprenons que le juge Théard parlera également à l'assemblée qui doit se tenir à la maison de cour de la paroisse St-Charles, le mercredi, 19 du courant.

Louisiane.

Correspondance spéciale de l'Abeille.

St-Jean-Baptiste, 13 Nov. 1879.

Monsieur le Rédacteur,

Je n'ai pas le désir de faire la critique de la presse de la Nouvelle-Orléans, car je suis de ceux qui croient que *"des goûts et des couleurs, il ne faut point disputer,"* et qui sont bien près de penser que la discussion, même la plus savante et la plus claire, n'arrive jamais à changer l'opinion de personne, tri même à modifier son goût et ses inclinations. On citera, longtemps encore cet homme d'un esprit fort distingué et d'un très grand sens qui acheta un jour des fauteuils de couleur bleue, dans la prévision qu'ils étaient *rouge-cramoisi !* La conformation particulière de sa vue ne lui permettait pas de distinguer les couleurs, et ses meilleurs amis ne purent parvenir à lui *démontrer* qu'il avait commis une erreur capitale. Il se laissa *persuader*, mais il ne fut pas *convaincu !*

En bien ! dans l'ordre intellectuel et dans l'ordre moral, il existe des anomalies du même genre qu'il est tout à fait superflu de combattre, et c'est presque de la folie que de l'essayer ; car on ne manque presque jamais de se brouiller avec ceux que l'on essaie convertir et deux on n'a réussi qu'à blesser l'amour-propre toujours, l'amitié d'une opinion étant chose permise, je puis, sans faire la guerre aux goûts de quiconque, inscrire cette grande vérité : que s'il est indiscutable que la presse américaine de la Nouvelle Orléans a du mérite, il est également vrai que ce mérite n'est pas supérieur à celui de la presse française de la ville. Il l'est même moins ; car, chacun le sait, la presse française, ici comme ailleurs, excelle dans la polémi-

Théâtre de l'Opéra.—Les derniers journaux de Cincinnati et de St-Louis nous apportent les comptes-rendus des [illegible] de Mlle Adelaide Phillipps, engagée d'Opéra Italien des Etats-Unis dans ces deux villes. Le St-Louis *Times*, du 11 novembre, à propos d'une représentation du *Trouvère*, épuise le vocabulaire des éloges en parlant de l'adorable voix [illegible] de Mlle Phillipps, de son [illegible] de Mlle Anna de Belocca, qui possède une voix de contralto profond et magnifique et le seul reproche qu'il adresse au bariton Storti, reproche qui n'en est pas un pour nous, c'est que sa méthode est trop [illegible] Trouvère. Nous ne tarderons donc pas à juger par nous mêmes les artistes que pour réputation a devancés. En attendant, il est à souhaiter que les listes d'abonnement se remplissent le plus tôt possible. On vient d'ouvrir des prix des places au bureau de location, mais on doit regretter que les dépenses d'une [illegible] déjà qui vivent sous contribution [illegible] pour les représentations [illegible] pèsent plus lourdement que ceux d'une troupe qui doit rester six mois dans la même ville.

M. Strakosch en fixant les prix par abonnement à une piastre et demie, a dû compter sur une forte souscription, et ce n'est que justice que ceux qui soutiennent l'entreprise en s'engageant pour les vingt soirées, soient plus favorisés que ceux qui n'ouvrent [illegible] de temps à autre. Un [illegible] qui ne plaît qui ne saurait être très bon marché depuis que les impresarii s'arrachent les artistes à prix d'or.

Grand Opera House.—Flattés du succès qu'ils avaient obtenu à la première représentation de "Pinafore" et voulant sans doute prouver au public qu'ils lui étaient reconnaissants, les artistes de la troupe Saville ont interprété d'une manière encore plus remarquable que la veille l'opéra de MM. Gilbert et Sullivan. Mlle Barry a parfaitement rendu le rôle de Little Buttercup. Elle a aussi chanté avec beaucoup de sentiment la romance de M. Sullivan, "Lullaby", ce qui lui a valu une bruyante salve d'applaudissements. M. Degby Bell a très bien joué et chanté le rôle de l'Excentrique Amiral Anglais, et a confirmé le public dans la bonne opinion qu'il avait de lui. M. Cooper, qui a à peu près rapporté sa voix, a fait un fort bon Capitaine Corcoran. Mlles Barton et Bell et MM. Pean et Benits se sont très convenablement acquittés de leurs rôles.

Ce soir, la "Bohémienne", opéra populaire de Balfe.

Académie de Musique.—L'opéra-comique d'Offenbach, intitulé : "La Grande Duchesse," a été donné avec un triomphe pour Alice Oates, qui a dû [illegible] littéralement ce rôle, et qui en a tiré le plus grand parti. Elle n'a pas été moins applaudie par les autres artistes qui ont tenu [illegible] plus ou moins les engagements pris du public. La salle était très joliment garnie.

Ce soir, pour le bénéfice de notre Déjazet américaine, l'Académie nous donnera l'opéra-comique militaire de Lecocq : "Le Petit Duc" qui n'a jamais été encore représenté ici. On dit la pièce fort amusante. Elle sera redonnée demain en matinée et en soirée pour la clôture de l'engagement de la troupe d'Alice Oates qui aura fait une assez bonne semaine.

Dimanche, nous aurons le plaisir de revoir Lotin, carnassière l'inimitable, avec l'excellente troupe qui l'accompagne. Nous espérons que Lotin ne prendra pas, comme l'année dernière, de faire regretter trop vivement, en nous quittant trop tôt, et qu'elle voudra bien rester avec nous deux semaines au lieu d'une. Mais il ne faut pas s'y fier, et nous conseillons à ses nombreux amis de ne pas attendre plusieurs jours de suite avant d'aller lui payer le tribut de leurs hommages et de leur admiration.

Produits pharmaceutiques français, eaux minérales, etc.—Nous appelons l'attention toute spéciale sur l'annonce de M. Saint-Cyr Fourcade, pharmacien, coin Canal et Remparts. Il vient de recevoir un envoi de produits pharmaceutiques et d'eaux minérales de France, ainsi que du vaccin de génisse et du vaccin humain. Cette maison se recommande par la modicité de ses prix et la variété et la fraîcheur de son assortiment.

Foire au profit des Orphelins.—Une grande Foire au profit des orphelins a été organisée par les dames de Carrollton et sera inaugurée demain, 15, dans la salle de la compagnie de Pompiers "Star Hook & Ladder." La foire se continuera dimanche, 16, puis sera reprise le mercredi et le dimanche de la semaine suivante, 26 et 23 novembre. Les cars du chemin de fer circuleront jusqu'à 2 heures du matin.

Le "Sirop Pectoral aux Navets Indiens" de Laplace, convient aux deux sexes et à tous les âges, attendu qu'il ne contient aucune substance capable d'offenser les organes les plus délicats.

Achetez votre charbon aux plus bas prix du marché, chez Hy. J. Montagnet, 8 rue Cassedalé.

De nouvelles marchandises sont reçues tous les jours au magasin à 5 et à 10 cts., 142 1/2 rue du Canal.

Explication—L'annonce, c'est le levier du commerce, c'est vrai, mais encore faut-il qu'une maison qui se représente au public comme offrant tel ou tel avantage le prouve. La maison qui tient moins qu'elle promet n'inspire qu'une confiance limitée, une maison qui promet ne tient que juste ce qu'elle promet ne promet qu'après de longues années ; mais une maison qui tient plus qu'elle promet ne peut manquer d'acquérir une immense popularité en peu de temps. Au nombre de ces dernières nous placerons l'Etoile Rouge qui en quelques mois est devenue, grâce à son colossal assortiment et à ses bas prix, la première maison de chaussures du Sud. Cet établissement occupe maintenant tout le rez-de-chaussée de la belle maison située coin Canal et Bassens et portant le grand numéros 160 et 162 rue du Canal et les numéros 1, 3 et 5 rue Bienvenue.

Si vous voulez un bon piano, adressez-vous à Werlein, 135 Canal. Ne prêtez pas l'oreille à ce que l'on pourrait vous dire au-dehors, mais allez voir par vos propres yeux. Les pianos de M. Werlein sont doublement depuis un an. Ils vous donneront pleine satisfaction. Vous trouverez chez lui des pianos de Chickering, de Mathushek, de Hale, de Floyd, etc., ainsi que des pianos d'occasion. On échange aussi des prix reçus, et les conditions de paiement faciles et libérales.

Pour meubles de salon à bon marché, chaises longues, chaises de repos, fauteuils, canapés, chaises pris d'Iris, chaises de toilette, chaises à bercer et à plumes, etc., allez chez Jos. B. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido.

Grand assortiment de verrerie, parfumerie et extraits d'essences au magasin à 5 cts. et à 10 cts., 142 1/2 rue du Canal.

—On annonce que M. Sovaton, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice, vient de terminer l'examen des dossiers d'un grand nombre de condamnés politiques. Il a proposé la mise en liberté provisoire de [illegible] Le ministre de la justice a adopté toutes les propositions de M. Sovaton, sauf celle qui concerne Rochefort. Il a décidé que [illegible] ne serait mise en liberté provisoire que si elle [illegible] de président de la République.

[illegible] a fait le tour [illegible] 3,445 bouquets ont défilé en [illegible] ; la [illegible] a rapporté à huit millions six cent mille roubles.

630 cas des allumés par malveillance. 344 sont dûs à l'imprévoyance ; 162 ont été causés par le feu [illegible] ; 97 par [illegible] ; 27 par [illegible]

—Le président [illegible] au château de Pranzins depuis quelques jours, est rentré à Paris.

L'INDUSTRIE SUCRIÈRE.

Nos lecteurs trouveront à la seconde page un article très intéressant emprunté au JOURNAL DES FABRICANTS DE SUCRE.

Mort de M. Victor Jaubert.—Un des plus anciens résidents de Donaldsonville, M. Nicholas Victor Jaubert, vient de mourir à l'âge de 73 ans. M. Jaubert était natif de France, mais il habitait Donaldsonville depuis quarante ans. Il avait la réputation d'être un bon citoyen et un honnête homme. Il a été enterré mardi dernier.

Si vous avez besoin de quelque chose, allez au magasin à 5 et à 10 cts, 142 1/2 rue du Canal.

Achetez votre charbon aux plus bas prix du marché, chez Hy. J. Montagnet, 8 rue Cassedalé.

M. Louis Blanc.—On écrit de Paris à l'*Indépendance Belge* :

"Je vois dans une de vos correspondances que le président de la République a présenté quelques observations sévères à un préfet qui s'était "rendu en avant," sous de M. Blanqui, mais de M. Louis Blanc. Ce préfet est M. Alexandre Rey, préfet du Var. Vous connaissez sans doute M. Alexandre Rey. C'est un noble esprit, un cœur généreux que chacun apprécie à sa juste valeur. Il connaît depuis longtemps M. Grévy, mais il est également, depuis 1845, l'intime de M. Louis Blanc, avec lequel il n'a jamais cessé d'entretenir des relations cordiales. "Comment voulez-vous, a dit M. Alexandre Rey à M. Grévy, que je revois mon cousin à Paris, chez Victor Hugo et ailleurs ? C'est mon ami que j'ai été voir, et je ne me suis point occupé, en lui serrant la main, de ses idées politiques." M. Grévy n'a pu partager cette manière de voir. Il estime que les fonctionnaires de la République doivent, par leur attitude, ne pas exposer les populations à se méprendre sur les véritables sympathies du gouvernement."

Les renseignements de la "France" concordent avec ceux de "l'Indépendance belge," sauf la rectification qui va suivre :

M. Alexandre Rey n'a pas été accueilli de M. Louis Blanc, mais lui a rendu, à l'Hôtel où celui-ci était descendu, une visite d'un caractère absolument privé qui s'explique par leurs anciennes relations.

D'ailleurs, est-ce que M. Louis Blanc n'est pas l'un des 363 ? Est-ce qu'il ne faisait pas partie du comité de gauche qui a assuré leur réélection et renversé le ministère du 17 mai ?

Les journaux de Marseille rendent compte de l'incident suivant qui s'est produit dans une des dernières séances du Congrès ouvrier socialiste :

"Le citoyen Fournière dénonce qu'il y a deux camps en présence : ceux qui possèdent et ceux qui ne possèdent pas. La représentation devrait être un fruit d'union. Les députés même les plus [illegible] entraînent une fois au pouvoir. Les principes restent immuables, mais les hommes sont faibles. L'orateur cite comme exemple M. L. Blanc contre lequel il dresse un violent acte d'accusation : il dit que M. Louis Blanc fut coté parmi les faillaires en 1871, et à ce sujet il donne lecture de compte-rendu de la séance de l'Assemblée nationale du 22 mai 1871. (Réclamations bruyantes.)

La tribune est entourée, des délégués font le tour debout, dont plusieurs [illegible] Forateur.

Celui-ci déclare ne pas vouloir descendre de la tribune avant d'avoir exprimé toute sa pensée, et il dénonce les faillaires, les assassins, en mémoire des frères fusillés. (Nouvelles interruptions violentes). Le président demande au public à [illegible] le calme, les délégués seuls ayant droit d'approbation ou de désapprobation.

L'orateur, reprenant son discours, s'écrie : "Voyez comme Louis Blanc s'est démenti en haut aux ! Marseille, pour sa bonté, l'acclame, il y a quelques jours." (Vives manifestations de désapprobation.)

La tribune est entourée de nouveau ; plusieurs délégués se livrent à un pugilat dont [illegible] l'orateur, qui conserve un calme imperturbable.

Après le rétablissement du silence, le citoyen Durand, délégué de Marseille, proteste contre les paroles que vient de prononcer le citoyen Fournière.

Le citoyen Fournière retire les expressions blessantes pour les Marseillais."

—Un horoscope un peu aventuré, c'est celui-ci :

Il est arrivé bien haut le fils du petit épicier de Cahors ! C'est le triomphe des nouvelles couches.

A quoi peut-il désormais prétendre ? A quelle plus haute destinée est-il appelé ?

Demain, peut-être, nous l'apprendra-t-on, revenu du château des Crêtes, il viendra rentrer dans l'arène.

M. Estassi disait un jour, en parlant de lui : "M. Gambetta finira ministre d'un roi constitutionnel !"

Qui est-ce qui parle ainsi ? C'est Pierre Quiroul, dans le *Figaro*. Le portrait est d'ailleurs réussi ; qu'en en juge :

Je l'ai connu jeune, c'était alors une âme ardente et un esprit ouvert à tout ce qui est grand et beau.—Il a eu l'amour de la patrie, il a cru en elle, et peut-être à cette époque eût-il été de force à lui sacrifier sa popularité.

L'âge a refroidi cet enthousiasme. Mirabeau a étudié Machiavel, et Danton a quitté la Montagne pour descendre vers la Gironde.

Gambetta a de gros appétits, de grands besoins. Jeune, il avait une santé de fer et je l'ai connu d'une force de résistance à n'y pas croire.

Un hiver, chez moi à la campagne, il a tenu deux jours et deux nuits. Causeur silencieux, fourchette admirable, il buvait à large coups, sans que le sommeil pût le terrasser où la grimace l'atteindre.

Quel emploi, quelle gaîté et quel esprit ! La ripaille toujours le mot partent.

Les camarades, tristes de fatigue, s'endormaient ou allaient se coucher. Gambetta restait debout au milieu des ruines ! Enfin, ne trouvant plus d'adversaires pour la discussion et plus personne pour la réplique, il me les montra, tous endormis et vaincus par la lassitude :

—Les hommes aujourd'hui ne savent plus causer, me dit-il.

Il repartit au petit jour, calme comme s'il n'était toujours reposé, et finit comme s'il avait dormi un excellent sommeil dans un excellent lit.

—On lit dans la *France coloniale* :

"Nous apprenons de la Nouvelle-Calédonie, à la date du 21 août, qu'il a été découvert entre Québahère et Hyenghène des *filons d'or* d'une extrême puissance. Le fevre est dans le colonie et l'on s'attend à ce que les mineurs australiens affluent à Nouméa. Les échantillons déjà parvenus à Nouméa sont admirables. Avis à l'Agence Havas qui n'a pas publié cette nouvelle."

Cette découverte arrivée plus tôt aurait certainement décidé un certain nombre de déportés amnistiés à demeurer dans notre colonie océanique.

—Deux nobles personnages qui ne sont connus au départ se rencontrèrent sur le boulevard.

—Que fais-tu maintenant ?

—Je vends dans le commerce. Et toi ?

—Moi, j'ai eu de la veine. Je spécule [illegible] mission de blanque.

—La nuit ?

[illegible] prise de crampe que, n'ont pas [illegible] un [illegible] Wagner pour les [illegible] Wagner pour les [illegible] Wagner pour les